

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 1182

[C — 27184]

3 JANVIER 1992. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991, instaurant une prime à la construction d'un logement et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Vu le Code du Logement, notamment les articles 48, 49, 50 et 70;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la construction d'un logement et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991, notamment les articles 1er, 4 et 5;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991, notamment l'annexe I;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la restructuration de logements insalubres et à la création de logements à partir de bâtiments à usage non résidentiel, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les modifications apportées à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 par l'arrêté modificatif du 19 décembre 1991 doivent recevoir des mesures d'exécution réglementaires dont l'entrée en vigueur coïncide avec celle de l'arrêté modificatif susmentionné,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. Superficie utile : la superficie mesurée entre les parois intérieures délimitant une pièce, partie de pièce ou espace intérieur dont la hauteur libre sous plafond est de 2,30 m minimum pour les locaux de jour et de 2,10 m minimum pour les locaux de nuit.

Lorsque ces hauteurs ne sont pas assurées sur toute la surface de la pièce, partie de pièce ou espace intérieur en raison de parois en pente, la superficie utile comprend, outre la portion de surface située verticalement sous les hauteurs libres de 2,30 m ou 2,10 m minima, cette surface atteignant au moins 4 m², la moitié de la surface située verticalement sous une hauteur libre comprise entre 2,30 m et 1,30 m ou entre 2,10 m et 1,10 m selon le cas.

2. Superficie habitable du logement : la somme des superficies utiles des pièces, parties de pièces ou espaces intérieurs, à l'exclusion des halls d'entrée, dégagements, salles de bains, salles d'eau, WC, débarras, caves, greniers non aménagés en pièces d'habitation, annexes non habitables, garages incorporés au logement, locaux à usage professionnel, locaux d'une superficie utile inférieure à 4 m².

3. Superficie totale du logement : la somme des superficies comprises à chaque niveau, entre les faces intérieures des murs, la superficie des locaux de jour et des locaux de nuit sous parois en pente étant calculée de la même manière que leur superficie utile.

N'interviennent pas dans le calcul de la superficie totale du logement, les caves, les greniers non aménagés en pièces d'habitation, les annexes non habitables, les garages incorporés au logement et les locaux à usage professionnel.

Art. 2. Le logement faisant l'objet de la demande de prime doit répondre aux conditions maximales suivantes : la superficie habitable ne peut dépasser 80 m².

Ce maximum est majoré de 15 m² :

a) pour chaque descendant du demandeur ou de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement et qui habite sous le même toit que le demandeur;

b) pour chaque ascendant ou couple d'ascendants du demandeur ou de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement qui cohabitent avec le demandeur, pour autant que celui-ci s'engage à fournir la preuve de cette cohabitation à l'administration au plus tard six mois après le premier jour de l'occupation du logement.

En outre, une majoration de 30 m² est accordée si le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement sont âgés l'un et l'autre de moins de 35 ans à la date de la demande.

Art. 3. Le logement faisant l'objet de la demande doit, en outre, répondre aux conditions minimales suivantes :

1. Avoir une superficie habitable minimum de 45 m² ou de 50 m², selon qu'il s'agit respectivement d'un chef de ménage isolé ou vivant en couple, ces superficies étant à majorer de 7 m² par personne occupant le logement en plus du chef de ménage et de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement.

2. Comporter le nombre minimum de pièces, parties de pièces ou espaces intérieurs cités ci-après :

A. Pièces de nuit :

a) une chambre par adulte vivant seul ou par couple;

b) une chambre par enfant ou par groupe de deux enfants du même sexe.

La chambre à coucher pour une personne doit avoir une superficie utile minimum de 6,5 m², celle destinée à deux personnes doit avoir une superficie utile minimum de 9 m².

La cohabitation dans une même chambre d'un adulte et d'un enfant peut être admise pour autant qu'il s'agisse de personnes du même sexe.

En outre, la cohabitation de trois enfants du même sexe dans une même chambre est tolérée pour autant que la superficie utile de la chambre atteigne 15 m².

B. Pièces de jour :

- a) une salle de séjour;
- b) une cuisine ou, à défaut, un coin à cuisiner spécialement aménagé.

C. Locaux sanitaires :

- a) une salle de bains ou une douche;
- b) un WC ne communiquant pas directement avec une pièce de jour.

Art. 4. Pour le calcul des superficies visées aux articles 2 et 3, il y a lieu d'assimiler l'enfant à naître à un enfant.

Art. 5. La superficie totale du logement ne peut dépasser 140 % de la superficie habitable du logement.

Art. 6. En matière d'éclairage naturel et de ventilation, les normes définies à l'annexe I de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres-améliorables situés dans la Région wallonne, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991 sont d'application pour l'octroi de la prime à la construction.

Art. 7. En cas de logement préfabriqué ou industrialisé, la prime à la construction n'est accordée que si le système de construction a fait l'objet de la délivrance d'un agrément du Service de l'Agrément technique et des Spécifications-types du Ministère des Communications et de l'Infrastructure.

Art. 8. A la demande motivée du candidat bénéficiaire d'une prime, sur rapport de la Division du Logement du Ministère de la Région wallonne, une dérogation peut être accordée, quant aux conditions énoncées à l'article 3, en fonction de l'habitabilité normale du logement, et aux articles 2 et 5, en fonction de la composition du ménage.

Art. 9. Les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux logements construits ou à construire par une personne de droit public, dont les programmes d'investissement ont été approuvés selon les procédures existant au 15 avril 1990.

Art. 10. L'insalubrité par surpeuplement visée à l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la construction d'un logement et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991, à l'article 6, § 6, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991, et à l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la restructuration de logements insalubres et à la création de logements à partir de bâtiments à usage non résidentiel, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991, est établie sur base des normes fixées ci-après :

1. Nombre minimum de pièces exclusivement destinées à l'habitation.

A. Pièces de nuit :

- a) une chambre par couple;
- b) une chambre par enfant ou par groupe de 2 enfants du même sexe;
- c) une chambre par adulte ou par groupe de 2 adultes du même sexe.

La cohabitation dans une même chambre d'un adulte et d'un enfant peut être admise pour autant qu'il s'agisse de personnes du même sexe.

En outre, la cohabitation de trois enfants du même sexe dans une même chambre peut être admise en fonction de la superficie utile de la chambre, sur rapport de la Division du Logement.

B. Pièces de jour :

- a) une salle de séjour;
- b) une cuisine ou, à défaut, un coin à cuisiner spécialement aménagé.

La dérogation visée aux articles précités des arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 évoqués au présent article n'est toutefois pas accordée si la ou les pièces de nuit ou de jour manquantes peuvent être créées de manière aisée par des travaux d'aménagement ou d'agrandissement du logement.

2. Superficie habitable minimum :

30 ou 35 m², selon qu'il s'agit respectivement d'un chef de ménage isolé ou vivant en couple, ces superficies étant à majorer de 5 m² par personne occupant le logement en plus du chef de ménage et de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement.

Le minimum ainsi déterminé est à augmenter de 8 m², lorsque le nombre d'occupants du logement est supérieur à 8.

Art. 11. Lorsque l'immeuble faisant l'objet de la demande comporte des locaux destinés à l'exercice d'une activité professionnelle, le demandeur apporte la preuve de l'exercice de cette activité au moment de la demande, par la production d'un certificat délivré par le contrôle des contributions directes compétent ou, à défaut, d'une attestation du bourgmestre.

Art. 12. L'arrêté ministériel du 15 mars 1990 portant exécution de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la construction d'un logement et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public est abrogé.

Cet arrêté peut cependant rester d'application :

1^o pour les demandes de prime à la construction :

- a) lorsque la signature du compromis de vente, en cas d'achat d'un logement qui n'a jamais été occupé, est antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;
- b) lorsque le permis de bâtir relatif au logement pour lequel la prime est demandée, en cas de construction, a été sollicité antérieurement à la date visée sous a);

2^o pour les demandes de prime à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public, lorsque la signature du compromis de vente, en cas de vente de gré à gré, ou l'établissement du procès-verbal d'adjudication définitive, en cas de vente publique, sont antérieurs à la date visée au point 1^o, a.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Namur, le 3 janvier 1992.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 1182

[C — 27184]

3. JANUAR 1992. — Ministerialerlaß zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, zur Einführung einer Prämie für den Bau und für den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 48, 49, 50 und 76;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und für den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, insbesondere der Artikel 1, 4 und 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, insbesondere der Anlage I;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von gesundheitsschädlichen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die nicht zu Wohnzwecken dienen, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Abänderungen, die in den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 durch den Abänderungserlaß vom 19. Dezember 1991 vorgenommen sind, Maßnahmen zur verordnungsmässigen Ausführung bekommen müssen, deren Inkrafttreten mit dem des obenwähnten Abänderungserlasses zusammenfällt,

Beschließt der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist :

1. Die Nutzfläche der Wohnung : die Fläche, die abgemessen wird zwischen den Innenwänden, die ein Zimmer, einen Zimmerteil oder inneren Raum abgrenzen, wobei die lichte Raumhöhe mindestens 2,30 m beträgt, außer für Schlafzimmer, wo sie mindestens 2,10 m beträgt.

Wenn das Zimmer, der Zimmerteil oder der innere Raum wegen Neigungswände nicht auf der ganzen Fläche aufweist, beträgt die Nutzfläche der Wohnung, außer dem Teil der Fläche, der sich lotrecht unter der lichten Mindesthöhe von 2,30 m bzw. 2,10 m befindet, wobei diese Fläche mindestens 4 m² beträgt, die Hälfte der Fläche, die sich lotrecht unter einer lichten Höhe zwischen 2,30 m und 1,30 m bzw. zwischen 2,10 m und 1,10 m beträgt.

2. Die Fläche der für Wohnzwecke bestimmten Räume : die Summe der Nutzflächen der Zimmer, der Teile von Zimmern oder der inneren Wohnräume mit Ausnahme von : Eingangsdielen, Gängen, Badozimmern, Waschräumen, WC, Abstellräumen, Kellern, Dachgeschossen, die nicht zu Wohnräumen umgebaut sind, nicht bewohnbaren Nebengebäuden, Hausgaragen, Räumen für berufliche Zwecke, Räumen mit einer Nutzfläche unter 4 m².

3. Die Gesamtfläche der Wohnung : die Summe der Flächen, die es in jedem Geschos zwischen den Innenseiten der Mauern gibt, wobei die Gesamtfläche der Tagesräume und der Schlafräume mit Neigungswände auf die gleiche Weise wie die Nutzfläche berechnet wird.

Bei der Berechnung der Gesamtfläche der Wohnung werden die Keller, die Dachgeschosse, die nicht zu Wohnräumen umgebaut sind, die nicht bewohnbaren Nebengebäude, die Hausgaragen und die Räume für berufliche Zwecke nicht berücksichtigt.

Art. 2. Die Wohnung, die den Gegenstand des Prämienantrags bildet, muß folgenden maximalen Bedingungen entsprechen :

Die Fläche der für Wohnzwecke bestimmten Räume darf 60 m² nicht überschreiten.

Diese Höchstfläche wird um 15 m² erhöht :

a) für jeden Nachkommen des Antragstellers, seines mit ihm lebenden Ehepartners bzw. der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person, wenn er mit dem Antragsteller unter einem Dach wohnt;

b) für jeden Verwandten oder jedes Verwandtenpaar in aufsteigender Linie des Antragstellers oder seines mit ihm lebenden Ehepartners bzw. der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person, wenn er mit dem Antragsteller wohnt und sofern letzterer sich verpflichtet, spätestens sechs Monate nach dem ersten Tag der Benutzung der Wohnung den Nachweis für dieses Zusammenwohnen bei der Verwaltung zu erbringen.

Ferner wird eine Erhöhung von 30 m² bewilligt, wenn der Antragsteller und der mit ihm wohnende Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person am Tag der Antragstellung beide das 35. Lebensjahr nicht erreicht haben.

Art. 3. Die Wohnung, die den Gegenstand des Antrags bildet, muß ferner folgenden minimalen Bedingungen entsprechen :

1. Eine Mindestwohnfläche von 45 m² bzw. 50 m², je nachdem es sich um einen allein lebenden bzw. als Paar lebenden Familienvorstand handelt, wobei diese Flächen um 7 m² zu erhöhen sind pro Person, die die Wohnung außer dem Familienvorstand oder seinem Ehepartner bzw. mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person benutzt.

2. Die Mindestanzahl der nachstehend angeführten Zimmer, Teile von Zimmern oder inneren Räume aufweisen :

A. Schlafräume :

a) ein Zimmer für einen allein lebenden Erwachsenen oder pro Paar

b) ein Zimmer pro Kind oder pro Gruppe von zwei Kindern gleichen Geschlechts.

Das Schlafzimmer für eine Person muss eine Mindestnutzfläche von 8,5 m² aufweisen; das Schlafzimmer für zwei Personen muss eine Mindestnutzfläche von 9 m² aufweisen.

Das Zusammenleben eines Erwachsenen und eines Kindes in einem gleichen Zimmer ist gestattet, insofern es sich um Personen gleichen Geschlechts handelt.

Außerdem ist das Zusammenleben von drei Kindern gleichen Geschlechts in einem gleichen Zimmer gestattet, insofern die Nutzfläche des Zimmers 15 m² erreicht.

B. Tagesräume :

a) ein Wohnzimmer

b) eine Küche oder, falls nicht vorhanden, eine speziell eingerichtete Kochnische.

C. sanitäre Räume :

a) ein Badezimmer oder eine Dusche

b) ein WC, das keinen direkten Zugang zu einem Tagesraum hat.

Art. 4. Für die Berechnung der in den Artikeln 2 und 3 erwähnten Fläche ist das künftige Kind einem Kind gleichzustellen.

Art. 5. Die Gesamtfläche der Wohnung darf die Fläche der für Wohnzwecke bestimmten Räume nicht um mehr 140 % überschreiten.

Art. 6. In bezug auf die Tageslichtbeleuchtung und die Lüftung kommen die Normen, die in Anlage I zum Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, bestimmt sind, zur Anwendung.

Art. 7. Im Falle eines Fertighauses oder einer industrialisierten Wohnung wird die Prämie für den Bau nur gewährt, wenn die Bauart Gegenstand der Ausstellung einer Genehmigung der Dienststelle für die technische Zulassung und die Standardanforderungen des Ministeriums des Verkehrswesens und der Infrastruktur gewesen ist.

Art. 8. Auf begründeten Antrag der Person, die eine Prämie beantragt, kann, einem Bericht der Abteilung des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region zufolge, eine Abweichung gewährt werden, in bezug auf die im Artikel 3 aufgezählten Bedingungen im Verhältnis zu der normalen Bewohnbarkeit der Wohnung und in bezug auf die Artikel 2 und 5 im Verhältnis zu der Haushaltszusammensetzung.

Art. 9. Die Bestimmungen des Artikels 3 finden keine Anwendung auf die Wohnungen, die von einer öffentlichen Person gebaut werden bzw. zu bauen sind, für die die Investitionsprogramme nach den am 15. April 1990 bestehenden Verfahren genehmigt worden sind.

Art. 10. Die Gesundheitsschädlichkeit wegen Überbelegung, die im Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und für den Erwerb einer Person öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, im Artikel 6 § 8 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, und im Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von gesundheitsschädlichen Wohnungen und die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die nicht zu Wohnzwecken dienen, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, erwähnt ist, wird aufgrund der nachstehend bestimmten Normen festgestellt :

1. Mindestanzahl der ausschließlich für Wohnzwecke bestimmten Räume.

A. Schlafräume :

a) ein Zimmer pro Paar

b) ein Zimmer pro Kind oder pro Gruppe von 2 Kindern gleichen Geschlechts

c) ein Zimmer pro Erwachsenen oder pro Gruppe von zwei Erwachsenen gleichen Geschlechts.

Das Zusammenleben eines Erwachsenen und eines Kindes in einem gleichen Zimmer ist gestattet, insofern es um Personen gleichen Geschlechts handelt.

Außerdem ist das Zusammenleben von drei Kindern gleichen Geschlechts in einem gleichen Zimmer, einem Bericht der Abteilung des Wohnungswesens zufolge, im Verhältnis zu der Nutzfläche der Wohnung gestattet.

B. Tagesräume :

a) ein Wohnzimmer

b) eine Küche oder, falls nicht vorhanden, eine speziell eingerichtete Kochnische.

Die in den vorgenannten Artikeln der im vorliegenden Artikel angeführten Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 erwähnte Abweichung wird jedoch nicht gewährt, wenn der bzw. die fehlenden Schlaf- oder Tagesräume durch Erweiterungs- oder Ausbaurbeiten an der Wohnung leicht errichtet werden können.

2. Mindestfläche der für Wohnzwecke bestimmten Räume :

30 bzw. 35 m², je nachdem es sich um einen allein lebenden bzw. als Paar lebenden Familienvorstand handelt, wobei diese Flächen um 5 m² zu erhöhen sind pro Person, die die Wohnung neben dem Haushaltsvorstand oder seinem Ehepartner oder der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person benutzt.

Die auf diese Weise bestimmte Mindestfläche wird um 8 m² erhöht, wenn die Anzahl Bewohner der Wohnung über 8 liegt.

Art. 11. Wenn das Gebäude, das den Gegenstand des Antrags bildet, Räume umfaßt, die für die Ausübung einer beruflichen Tätigkeit bestimmt sind, muß der Antragsteller den Nachweis für die Ausübung dieser Tätigkeit durch Vorlage eines von den zuständigen Kontrolle der direkten Steuern ausgestellten Zeugnisses oder, notfalls, einer Bescheinigung des Bürgermeisters zum Zeitpunkt der Antragstellung erbringen.

Art. 12. Der Ministerialerlaß vom 15. März 1990 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und für den Erwerb einer Person öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung wird aufgehoben.

Dieser Erlaß darf jedoch anwendbar bleiben :

1° für die Antragstellungen auf Prämien für den Bau :

a) wenn die Unterschrift des Kaufvertrags, im Falle des Kaufs einer Wohnung, die nie benutzt worden ist, sich vor dem Inkrafttredatum des vorliegenden Erlasses stattgefunden hat;

Art. 3. De woning waarop de premieaanvraag betrekking heeft, moet bovendien aan de volgende minimumvoorwaarden voldoen :

1. Een bewoonbare oppervlakte van minimum 45 m² of 50 m² hebben naarmate het respectievelijk een alleenwonend gezinshoofd of een gezinshoofd dat met andere persoon samenleeft, betreft; die oppervlakten dienen te worden verhoogd met 7 m² per persoon die naast het gezinshoofd en zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft, de huisvesting bewoont.

2^o Het hierna vermelde minimumaantal vertrekken, delen van vertrekken of binnoruimten bevatten :

A. Nachtvertrekken :

- a) een slaapkamer per alleenstaande volwassene of per echtpaar;
- b) een slaapkamer per kind of groep van twee kinderen van hetzelfde geslacht.

De nuttige oppervlakte van een éénpersoonskamer moet minimum 0,5 m² bedragen, die van een tweepersoonskamer moet minimum 9 m² bedragen.

Voor zover het personen van hetzelfde geslacht betreft, kunnen een volwassene en een kind in eenzelfde kamer samenwonen.

Voor zover de nuttige oppervlakte van de kamer 15 m² bedraagt, wordt de samenwoning van drie kinderen van hetzelfde geslacht in eenzelfde kamer toegelaten.

B. Dagvertrekken :

- a) een woonkamer;
- b) een keuken of bij gebrek daarvan, een voor het koken bijzonder ingerichte hoek.

C. Sanitaire vertrekken :

- a) een badkamer of een stortbad;
- b) een WC die naar een dagvertrek niet direct doorloopt.

Art. 4. Voor de berekening van de in de artikelen 2 en 3 bedoelde oppervlakten moet het ongebooren kind gelijkgesteld worden met een kind.

Art. 5. De totale oppervlakte van de woning mag niet 140 % van de bewoonbare oppervlakte van de woning overschrijden.

Art. 6. Inzake natuurlijke verlichting en verluchting zijn de normen bepaald in bijlage I van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie voor de rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van 10 december 1991, van toepassing voor de toekenning van de premie.

Art. 7. In geval van montage- of van geïndustrialiseerde woning wordt de premie slechts toegekend indien het bouwsysteem erkend werd door de Dienst Technische Erkenning en Typespecificaties van het Ministerie van Verkeerswezen en Infrastructuur.

Art. 8. Op de gemotiveerde aanvraag van de kandidaat-begunstigde voor een premie, op verslag van de « Division du Logement » (Huisvestingsafdeling) van het Ministerie van het Waalse Gewest, kan er afgeweken worden, rekening houdend met de gewone bewoonbaarheid van de huisvesting, van de in artikel 3 vermelde voorwaarden en, rekening houdend met de samenstelling van het gezin, van die vermeld in de artikelen 2 en 5.

Art. 9. De bepalingen van artikel 3 zijn niet van toepassing op de door een publiekrechtelijke persoon gebouwde of te bouwen huisvestingen waarvan de investeringsprogramma's overeenkomstig de op 15 april 1990 bestaande procedures werden goedgekeurd.

Art. 10. De ongezondheid uit hoofde van overbevolking bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een bouwpremie en van een premie voor het aankopen van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1991, in artikel 6, § 6, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie voor de rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van 19 december 1991, en in artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie voor de herstructurering van ongezonde woningen, en voor de oprichting van woningen vanuit gebouwen die voor bewoning niet bestemd werden, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1991, wordt vastgesteld op basis van de hierna bepaalde normen :

1. Minimumaantal vertrekken uitsluitend bestemd voor bewoning.

A. Nachtvertrekken :

- a) een kamer per echtpaar;
- b) een kamer per kind of groep van 2 kinderen van hetzelfde geslacht;
- c) een kamer per volwassene of groep van 2 volwassenen van hetzelfde geslacht.

Voor zover het personen van hetzelfde geslacht betreft, kunnen een volwassene en een kind in eenzelfde kamer samenwonen.

Op verslag van de « Division du Logement » wordt de samenwoning van drie kinderen van hetzelfde geslacht in eenzelfde kamer toegelaten rekening houdend met de nuttige oppervlakte van de kamer.

B. Dagvertrekken :

- a) een woonkamer;
- b) een keuken of bij gebrek daarvan, een voor het koken bijzonder ingerichte hoek.

De afwijking bedoeld in voornoemde artikelen van de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 bedoeld in dit artikel wordt echter niet verleend wanneer de ontbrekende nacht- of dagvertrek of -vertrekken gemakkelijk door inrichtings- of uitbreidingswerken kan of kunnen worden ingericht.

2. Minimum bewoonbare oppervlakte :

30 of 35 m² naarmate het respectievelijk een alleenwonend gezinshoofd of een gezinshoofd dat met andere persoon samenleeft, betreft; die oppervlakten dienen te worden verhoogd met 5 m² per persoon die naast het gezinshoofd en zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft, de woning bewoont.

De zo bepaalde minimumoppervlakte dient te worden verhoogd met 8 m² wanneer het aantal bewoners groter is dan 8.

Art. 11. Wanneer het gebouw waarop de aanvraag betrekking heeft lokalen omvat die voor de uitoefening van een beroepsactiviteit zijn bestemd, moet de aanvrager de uitoefening van deze beroepsactiviteit bewijzen op het ogenblik van de aanvraag door overlegging van een door de controle der directe belastingen afgeleverd getuigschrift of bij gebrek daarvan door overlegging van een verklaring van de burgemeester.

Art. 12. Het ministerieel besluit van 15 maart 1990 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een bouwpremie en van een premie voor het aankopen van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen, wordt opgeheven.

Dit besluit kan echter van toepassing blijven :

1° op de aanvragen om bouwpremie :

a) wanneer, in geval van aankoop van een woning die nooit werd bewoond, de ondertekening van de verkoopbelofte de datum waarop dit besluit inwerking treedt, voorafgaat;

b) wanneer, in geval van bouw, de bouwvergunning met betrekking tot de woning waarvoor de premieaanvraag wordt ingediend, voor de in a bedoelde datum werd gevraagd;

2° op de premie-aanvragen voor de aankoop van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen, wanneer, in geval van minnelijke verkoop, de ondertekening van de verkoopbelofte of, in geval van openbare verkoop, het opmaken van het proces-verbaal van definitieve aanbesteding, de in punt 1°, a, bedoelde datum voorafgaat

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Namen, 3 januari 1992.

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN JUSTITIE

18 FEBRUARI 1992. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 december 1974 houdende samenstelling van de commissies belast met het afnemen van examens over de taalkennis voor doctors en licentiaten in de rechten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, inzonderheid op artikel 43 *quinquies*, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1974;

Gelet op de wet van 31 mei 1972 betreffende de wettelijke gevolgen verbonden aan de graad van licentiaat in de rechten;

Gelet op de bepalingen van artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 april 1970 tot regeling van de examens waarbij de doctors in de rechten in de gelegenheid gesteld worden te voldoen aan de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 september 1974;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 1974 houdende samenstelling van de commissies belast met het afnemen van examens over de taalkennis voor doctors en licentiaten in de rechten, laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 17 oktober 1991;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan de heer H. Lenaerts, procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, wordt, op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt als voorzitter van de in artikel 2 van het koninklijk besluit van 5 december 1974 bedoelde commissie belast met het afnemen van het examen over de kennis van het Nederlands voor doctors en licentiaten in de rechten.

Art. 2. Aan de heer E. Boon, afdelingsvoorzitter bij het Hof van Cassatie, wordt, op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt als plaatsvervangend voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

Art. 3. Aan de heer C. Caenepeel, ere-afdelingsvoorzitter bij het Hof van Cassatie, wordt ontslag verleend uit zijn ambt als plaatsvervangend voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

Art. 4. De heer E. Forrier, raadsheer bij het Hof van Cassatie, wordt benoemd tot voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

Art. 5. De heer R. Boes, raadsheer bij het Hof van Cassatie, wordt benoemd tot plaatsvervangend voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

18 FEVRIER 1992. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 décembre 1974 portant composition des jurys chargés de procéder aux examens de connaissance linguistique pour docteurs et licenciés en droit

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, notamment l'article 43 *quinquies*, modifié par la loi du 20 juin 1974;

Vu la loi du 31 mai 1972 relative aux effets légaux du grade de licencié en droit;

Vu les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 1^{er} avril 1970 organisant les examens permettant aux docteurs en droit de satisfaire à la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, modifié par l'arrêté royal du 11 septembre 1974;

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 1974 portant composition des jurys chargés de procéder aux examens de connaissance linguistique pour docteurs et licenciés en droit, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 octobre 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. H. Lenaerts, procureur général près la Cour de cassation, est, à sa demande, déchargé de ses fonctions de président du jury chargé de procéder aux examens sur la connaissance de la langue néerlandaise pour docteurs et licenciés en droit, visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 5 décembre 1974.

Art. 2. M. E. Boon, président de section près la Cour de cassation, est, à sa demande, déchargé de ses fonctions de président suppléant du jury visé à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 3. M. C. Caenepeel, président de section honoraire près la Cour de cassation, est déchargé de ses fonctions de président suppléant du jury visé à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4. M. E. Forrier, conseiller près la Cour de cassation est nommé président du jury visé à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 5. M. R. Boes, conseiller près la Cour de cassation, est nommé président suppléant du jury visé à l'article 1^{er} du présent arrêté.